

DISCOURS DU PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE,
LE RT. HON. EDWARD HEATH, MBE, MP,
A LA SEANCE INAUGURALE DE LA CONFERENCE EUROPEENNE
AU SOMMET, A PARIS LE 19 OCTOBRE 1972

Monsieur le Président,

Vous même, qui êtes notre hôte, et M. Biesheuvel, qui représente le pays assumant actuellement la présidence, avez parlé en membres de la Communauté existante, de la Communauté originelle. Je suis moi un de ceux qui entrent et je m'exprime en tant que tel, malheureusement sans la Norvège.

Nous vous sommes reconnaissants, Monsieur le Président, à la fois d'avoir été l'instigateur de cette conférence, et des excellentes dispositions que vous avez prises à notre intention.

Pour vous et pour les autres membres actuels de la Communauté, cette Conférence marque l'achèvement du processus que vous avez mis en route à La Haye voici trois ans.

Pour nous qui nous joignons à vous maintenant elle marque la réalisation d'un objectif qui a exigé de nous beaucoup d'effort et de persévérance.

Pour nous tous elle montrera la voie vers l'avenir que nous construirons ensemble.

Nous sommes donc ici pour consolider ce qui a été réalisé; pour mettre le sceau sur l'élargissement de la Communauté; et pour nous attacher à l'avenir, à l'approfondissement et au développement de la Communauté, à la tâche de grandir ensemble en puissance et en prospérité pour le bien de tous nos peuples et au bénéfice du monde en général.

C'est là que se situe le défi. Nous en sommes au point où nous pouvons commencer à réaliser les possibilités plus vastes pour lesquelles cette Communauté a été créée - l'idée européenne qui était dans l'esprit de ses fondateurs.

Car la Communauté n'est pas - elle ne doit pas être - simplement un arrangement mercantile destiné à profiter à ses différents membres. Elle est beaucoup plus que cela.

.../...

Elle est un moyen de mettre à profit les talents et le génie de nos peuples, l'expérience et l'esprit d'initiative de nos différents pays au sein d'une entité qui occupera dans le monde une place correspondant à notre héritage.

Ensemble, nous nous apprêtons aujourd'hui à construire quelque chose qui sera plus grand que la somme de nos efforts individuels. Nous cherchons, non à noyer nos personnalités nationales, mais à les combiner en une personnalité européenne qui fera sentir son poids, qui parlera en faveur de la paix et de la modération, qui servira et protégera les valeurs que nous partageons.

Et je vois cette évolution se produire au moment où l'équilibre des forces dans le monde - forces économiques, politiques et militaires - subit des changements d'importance historique, tels que l'on n'en a pas connu au cours de cette génération depuis qu'en Europe les clameurs de la guerre se sont tues en 1945.

Tant sur le plan politique qu'économique le monde fonctionne dans le cadre d'unités toujours plus vastes. Aucun de nous en Europe, en tant que nations individuelles, ne peut vraiment espérer jouer un rôle efficace dans les affaires mondiales seul. Mais nous pouvons trouver notre place et faire entendre notre voix si nous travaillons ensemble et agissons avec une volonté commune.

Bien entendu, nous devons travailler en ayant le sens des priorités et dans les limites de ce qui est réalisable. Le développement de la Communauté ne peut se réaliser au moyen de nouvelles formules, de nouvelles procédures, de nouveaux mécanismes conçus dans le vide. C'est pourquoi il est juste que nous abordions d'abord le développement économique et monétaire de l'Europe.

En cela nous construisons sur ce qui a déjà été créé, et jetons les bases de la puissance économique dont notre efficacité dans le monde dépendra.

Ce que nous discutons n'est rien moins qu'un engagement politique à gérer les affaires économiques et monétaires d'une Europe en harmonie et finalement à l'unisson; union qui, si nous pouvons la réaliser, constituera le principal moteur sur la voie de l'intégration européenne.

Nous prenons comme point de départ le système actuel de parités fixes mais néanmoins ajustable auquel nous nous sommes engagés. Les ministres des Finances ont accompli un pas important dans le sens du maintien de celui-ci en se mettant d'accord pour mettre sur pied le Fonds européen de coopération monétaire.

Ces mesures et d'autres permettront à la Communauté de constituer une zone monétaire fonctionnant dans le cadre du système monétaire international.

Très bien, mais nous devons maintenant veiller à ce que l'Europe s'exprime d'une voix unie dans les négociations pour la réforme du système monétaire international. Là aussi, les ministres des Finances ont jeté les bases d'une position commune. Ce travail doit se poursuivre.

Mais nous ne pouvons pas faire de véritable progrès sur la voie de l'intégration européenne, à moins que nous ne parvenions aussi à harmoniser nos objectifs économiques plus généraux. Nous devons par conséquent nous attacher ensemble à un alignement plus étroit de nos politiques nationales.

Car si l'on veut que l'Europe prospère en tant que zone monétaire unique et indépendante, les conditions économiques qui prévalent dans l'ensemble de nos territoires doivent être analogues.

Permettez-moi d'être plus précis en ce qui concerne deux domaines dans lesquels je crois que cette conférence devrait prendre des engagements clairs.

Dès les premiers temps, la Communauté a reconnu qu'une politique particulière est nécessaire à l'égard de régions qui posent des problèmes particuliers. Chez les Six, au cours des dix dernières années, les problèmes régionaux qui ont été étudiés étaient surtout ceux de régions agricoles. Dans la Communauté élargie, et dans les dix prochaines années, il y aura au moins un problème égal dans les régions industrielles, avec le déclin de nos vieilles industries et la réduction des possibilités d'emploi.

Le premier pas consiste donc à analyser le problème dans la Communauté élargie. Cette analyse devra tenir pleinement compte des problèmes nouveaux et considérables avec lesquels la Communauté élargie se trouvera aux prises, en particulier le chômage régional et les autres conséquences des changements intervenant dans l'industrie. Elle devra envisager l'action concrète que la Communauté peut entreprendre pour résoudre ces problèmes.

Nous devrions demander que l'étude soit achevée d'ici le milieu de 1973, afin que des décisions fermes puissent être prises et appliquées à partir du début de 1974.

Car une politique régionale efficace fait partie intégrante du travail de la Communauté. Ce n'est pas seulement que la consolidation du progrès économique et social sera incomplet à défaut. C'est la seule façon dont nous pourrions, en tant que Communauté, corriger les déséquilibres qui se présenteront inévitablement entre différentes régions, à mesure que nous avancerons sur la voie de l'union monétaire. Car un système monétaire rigide ne comportant pas les moyens de compensations économiques seraient assurément trop fragile pour pouvoir survivre.

Une politique régionale est ainsi un aspect indispensable de l'union économique et monétaire de la Communauté et doit être financée par les ressources propres de la Communauté. *h*

Si l'un des buts d'une politique régionale communautaire est d'accélérer l'intégration de l'économie européenne à l'échelle continentale, alors ce devrait être aussi le but d'une politique industrielle communautaire.

Il nous faut une politique industrielle qui permettra à nos industriels de tirer le meilleur parti d'un marché unique de 250 millions de personnes. Il nous faut une politique qui favorisera la formation de sociétés européennes, capables de se mesurer à égalité avec les géants industriels américains ou autres, et capables d'exploiter à fond la créativité et les talents des peuples européens, en particulier dans les produits de technologie de pointe.

Ceci signifie l'élimination des barrières fiscales, juridiques, et techniques au commerce et au libre fonctionnement des entreprises dans toute la Communauté.

Certaines des mesures nécessaires ont été prévues dans les résolutions prises par la Communauté concernant l'union économique et monétaire. Ce qu'il nous faut maintenant, je pense, c'est un plan délibéré et un calendrier précis.

J'espère que cette conférence prendra des engagements clairs sur ces deux points - les politiques régionale et industrielle de la Communauté. Car ce n'est que de cette façon que nous pourrons voir l'économie européenne intégrée à l'échelle continentale.

Dans tout ceci nous ne devons pas perdre de vue ce que nous cherchons à réaliser.

Ce n'est que de cette façon que nous jetterons les bases du progrès social et du niveau de vie plus élevé auquel aspirent tous nos peuples.

Et même, pourquoi ne nous fixerions nous pas pour objectif de réunir nos aspirations, engagements et politiques dans les domaines régional, industriel, agricole et social pour établir un programme social complet pour la Communauté ?

Il est un autre aspect de la politique industrielle européenne que je crois être de grande importance pour nous tous. Je veux parler des ressources énergétiques.

La demande mondiale en énergie continuera d'augmenter rapidement. Mais les ressources énergétiques de la planète ne sont pas illimitées. La pression sur ces ressources s'accroît. Nous pouvons déjà prévoir des problèmes considérables concernant notre approvisionnement en énergie, à moins que nous ne dressions des plans aujourd'hui pour les besoins énergétiques de l'Europe de l'avenir.

Je sais que des efforts ont été faits dans la Communauté des Six au cours des dix dernières années pour déterminer une politique énergétique, et connais les difficultés auxquelles on s'est heurté. Mais aujourd'hui les problèmes sont à la fois énormes et urgents.

Je suggère que nous fassions exécuter maintenant une étude destinée à établir une politique énergétique pour la Communauté visant à tirer le meilleur parti des ressources dont nous disposons et de la technologie que possède la Communauté, et fixions une date pour son achèvement.

Monsieur le Président, j'ai surtout parlé jusqu'ici des progrès que nous cherchons à réaliser dans notre coopération économique.

Mais le développement politique de la Communauté doit aller de pair avec sa consolidation économique.

L'élargissement de la Communauté sera, je l'espère, bénéfique à ses institutions, au fond d'expérience, de compétence administrative et de tradition démocratique de celles-ci. Nous aurons besoin en particulier d'un renforcement et d'un enrichissement du dialogue entre le Conseil des Ministres et la Commission, et entre chacun d'eux et l'Assemblée Européenne.

Pour l'Assemblée, nos principes démocratiques communs réclament une évolution progressive de son rôle. C'est un vaste sujet, parce que des changements apportés au rôle de l'Assemblée européenne impliquent des développements dans les relations entre cette Assemblée et les Parlements nationaux, et peut-être même, pour certains d'entre nous, des changements dans les calendriers et procédures des Parlements nationaux eux-mêmes. Mais je partage le désir de voir des progrès réalisés et j'espère que cette réunion décidera de faire effectuer une étude complète de la question, à laquelle des parlementaires ayant l'expérience du gouvernement devraient pouvoir contribuer.

Monsieur le Président, la Communauté s'apprête maintenant à occuper totalement sa place de grande puissance dans le monde. Si nous voulons qu'elle devienne une grande puissance mondiale il nous faudra être en mesure de concerter nos actions et d'exercer notre influence commune dans des situations déterminées et des questions déterminées dans le domaine politique aussi bien qu'économique.

Cela signifie s'attacher à la détermination d'une politique étrangère commune.

Nous devons renforcer notre consultation et notre coopération dans les questions politiques afin que la Communauté puisse agir de manière décisive et efficace dans les affaires internationales dans la poursuite de la paix, de la sécurité et de la liberté.

Jusqu'à présent, la politique extérieure de la Communauté a surtout visé à promouvoir des objectifs économiques communs par une action conjointe. Cela continuera sans aucun doute à être son objet premier, bien que, comme je l'ai laissé entendre nous devrions faire en sorte de ménager le politique comme l'économique en développant les relations extérieures de la Communauté.

Dans ces relations, aucun d'entre nous ne croit que nous devrions adopter une position essentiellement protectionniste, en menant une politique égoïste aux dépens soit de ses rivaux industriels

soit de ses fournisseurs de produits primaires. Notre vision est assurément différente. Le monde compte sur nous, et c'est dans notre intérêt, pour mener la politique commerciale libérale à laquelle nous nous sommes tous engagés et qui a tant contribué au progrès économique dans le monde entier depuis la fin de la dernière guerre.

Il est trois aspects distincts des relations extérieures de la Communauté auxquels nous nous attacherons aujourd'hui.

D'abord, les Etats-Unis, le Japon et la Communauté européenne constituent les trois foyers de puissance industrielle et économique du monde démocratique. Ce dont l'Europe a besoin c'est de relations justes et stables entre ces groupes. Elles sont de notre meilleur intérêt. Et comme la Communauté sera la plus grande entité commerçante du monde, nous pouvons beaucoup faire pour influencer sur la forme et le moment des négociations commerciales mondiales.

Quand nous en viendrons à discuter de ceci dans le détail j'aurai un certain nombre de suggestions précises à vous présenter.

Ensuite, il y a notre importante responsabilité vis-à-vis des pays en voie de développement. Ils observent notre réunion d'aujourd'hui avec un vif intérêt, car les conséquences de l'élargissement de la Communauté seront d'une grande importance pour eux. Pour la première fois les pays d'Europe occidentale ont non seulement la responsabilité que leurs privilèges leur imposent, mais aussi l'occasion et les moyens d'appliquer leurs efforts d'une façon concertée.

Il y a place pour de multiples points de vue quant à la façon dont on peut le mieux s'acquitter de cette responsabilité. Nous avons proposé comme un moyen possible que, dans certains cas, nous devrions être prêts à alléger le fardeau de dettes par un renoncement à l'intérêt des prêts financiers consentis aux pays qui rencontrent les plus graves problèmes. Une autre possibilité c'est que nous devrions ré-examiner les termes et conditions de notre aide de manière à faire en sorte qu'elle profite aux pays en voie de développement au plus haut degré possible.

Il y aura des divergences d'approche entre nous. Nous devons nous attacher à les rapprocher, car il n'y aura pas de divergences quant à l'objectif.

Le destin des jeunes nations nous concerne à bien des points de vue - nos responsabilités nationales collectives, l'histoire de nos sociétés et de leur croissance économique, le désir instinctif de l'homme de contribuer au bien-être de ses semblables - tous ces aspects entrent en jeu. Nous serons tous d'accord pour estimer que le problème de la réduction de l'écart entre pays riches et pauvres a des chances de se révéler un des plus grands défis lancés à notre imagination et à notre sagesse politique en Europe.

Le troisième aspect de nos relations extérieures sur lequel je tiens à attirer l'attention concerne les relations entre la Communauté et l'Europe de l'Est, y compris l'Union soviétique. A ces pays notre message est clair. Ce que nous faisons au sein de la Communauté n'est dirigé contre personne. Nos actes visent à la promotion de la stabilité et de la prospérité au sein de la Communauté et dans le monde en général. Nous ne voyons pas de contradiction entre notre travail de consolidation et le progrès économique d'une part, et l'amélioration des relations entre l'Est et l'Ouest de l'Europe, de l'autre.

Monsieur le Président j'ai abordé quelques unes des questions précises sur lesquelles, je l'espère, nous pourrons faire des progrès à cette conférence.

Mais, comme vous l'avez reconnu dans le discours par lequel vous avez ouvert la conférence, nous aurons échoué si nous ne faisons pas davantage.

Nos peuples attendront plus que cela de la Communauté élargie.

Ils solliciteront de nous une indication, une preuve d'action concertée, un signe que la Communauté signifie quelque chose pour eux, pour leur vie quotidienne aussi bien que pour leurs idéaux les plus élevés.

Nos peuples et en particulier les jeunes ne se contenteront pas de formules économiques et monétaires, si importantes qu'elles soient. Ils nous faut saisir leurs imaginations. Ils voudront un concept européen qui implique le pouvoir de la Communauté de faire le bien dans le monde, de s'attaquer aux maux qui accompagnent notre société industrielle, aux problèmes de la pollution et de la pauvreté, du gâchis et du besoin.

Dans toutes nos entreprises nous devons montrer que la Communauté existe avant tout pour servir les gens ordinaires en Europe. Ils nous jugeront à notre vision et à notre détermination à satisfaire leurs besoins, leurs espoirs et leurs aspirations.

Montrons que l'Europe que nous construisons n'est pas un édifice vide, un exercice bureaucratique stérile, mais une société démocratique vivante, intéressée au bien-être des citoyens de l'Europe et à la contribution de l'Europe au monde.

A cette fin nous devons retrouver notre voix européenne, la voix que nous reconnaissons tous d'instinct, une voix de raison, d'humanité et de modération entendue dans le monde entier.